

RESTRICTED
Com. Jer/SR 47
13 août 1949
FRENCH
ORIGINAL: ENGLISH

EX UNIT

1 DEC 1950

M.

COMPTE RENDU ANALYTIQUE D'UNE SEANCE
ENTRE LE COMITE DE JERUSALEM ET LA DELEGATION D'ISRAEL

tenue à Lausanne le samedi 13 août, à 10 heures 30.

Présents: M. Eralp (Turquie) - Président
M. Benoist (France)
M. Barco (E.U.A.)
M. Serup - Secrétaire du Comité
M. Arazi) - Représentants d'Israël
M. Lifshitz)

Le **PRESIDENT** informe la délégation israélienne que le Comité a estimé nécessaire de tenir la présente séance afin de demander des éclaircissements sur une information parue dans le "Palestine Post" du 3 août 1949, suivant laquelle de nouveaux services gouvernementaux, entre autres celui du contrôleur des banques du Ministère des Finances et la section hydrographique du Ministère de l'Agriculture, ont été transférés à Jérusalem où ont été nommés des fonctionnaires des services de l'Hydrographie et de l'Exploitation du Bétail, des Céréales, des Arbres fruitiers, de la Protection des Plantes et des Forêts, appartenant au Ministère de l'Agriculture.

Le Comité désire également obtenir certains renseignements sur la déclaration qu'aurait faite M. Ben Gurion, à l'occasion de la ré-ouverture du chemin de fer de Tel-Aviv à Jérusalem. Cette déclaration contenait certaines remarques que le Comité considère avec une profonde inquiétude. Le Président fait remarquer que le Comité poursuit la tâche très délicate de chercher à établir des propositions concernant un régime international pour Jérusalem, qui serait compatible avec la résolution du 11 décembre 1948 de l'Assemblée générale et satisferait en même temps les légitimes intérêts des parties en cause. Des incidents tels que celui-ci ne servent qu'à rendre la tâche du Comité et, par conséquent, celle de la Commission, plus difficiles.

M. BENOIST demande que l'on lise au Comité et à la délégation israélienne l'extrait suivant du "Palestine Post" du 8 août 1949, où figure la déclaration faite par M. Ben Gurion à l'occasion de la ré-ouverture du chemin de fer de Tel-Aviv à Jérusalem:

"A l'arrivée du train à la gare de Jérusalem, hier, le Premier Ministre, M. David Ben Gurion a dit:

"Monsieur le Maire de Jérusalem, soldats de l'armée israélienne, mes chers amis:

"Ce train qui effectue le parcours jusqu'à Jérusalem, pour la première fois depuis que notre indépendance a été déclarée, est un nouveau et puissant maillon de la chaîne forgée grâce à l'armée, au Gouvernement et à l'effort économique que nous poursuivons pour la rédemption de Jérusalem. Il relie toutes les parties du pays à la capitale du territoire par des torons d'acier et d'amour."

"Jérusalem, dès le début de notre lutte pour l'indépendance, a été le point ardent. C'est dans cette ville que la cruauté de l'ennemi et les souffrances et le courage des habitants ont atteint leur niveau le plus élevé.

"Par le sang et par le feu nos ennemis ont projeté de nous couper de la Jérusalem juive et en même temps de détruire notre espoir d'établir l'Etat. Le courage et le travail juif ont anéanti le plan de l'ennemi."

"La barbare croisade d'extermination a commencé par l'incendie du centre commercial de Jérusalem. Grâce à des assassins embusqués tout le long de la grande route de Tel-Aviv à Jérusalem, l'ennemi s'est efforcé de détruire la ligne juive de communications et de couper la cité éternelle du peuple juif de tous les autres centres du Yishuv. Jérusalem a été assiégée et les habitants juifs affamés. On a fait sauter le poste de pompage de Latroun pour que la cité meure de soif. Et les armées arabes d'invasion, avec leurs généraux chrétiens, ont fait ce que même les Nazis et les Fascistes païens n'avaient pas osé faire au cours de la dernière Guerre Mondiale: Ils ont bombardé par avion et par l'artillerie impitoyablement et sans répit la Cité sainte de trois religions.

"Le monde chrétien n'a pas levé le doigt pour sauver Jérusalem. On a oublié que la cité était sainte. Aucune voie protestataire ne s'est élevée contre les profonateurs et les destructeurs de la Cité sainte;

"Mais, la force d'Israël ne l'abandonne pas. L'Haganah, et après elle l'armée israélienne a sauvé la plus grande partie de Jérusalem et l'a libérée. Avec grand courage les juifs de Jérusalem ont supporté les ravages de l'assassinat, du siège, de la faim, de la soif, des obus et des bombes. Comme un mur d'acier de défense et de secours, se dressaient les quelques villages agricoles isolés des montagnes de Jérusalem vers le sud, vers le nord et vers l'ouest.

"L'Operation Nahshon brisa le siège de son poing d'acier et captura les collines vers l'ouest. Les combattants de Latroun firent tout ce qui dépendait d'eux pour sauver Jérusalem bombardée et une nouvelle route, la route du courage a été établie dans le Shefelah; elle menait à la capitale assiégée. La lutte pour la délivrance de Jérusalem est couronnée par la possession de tout le district par lequel passait autrefois le train de Jaffa à Jérusalem.

"L'oeuvre des défenseurs et des conquérants a été féconde: Jérusalem, aujourd'hui, accueille son premier train d'Israël.

"Il ne s'agit plus du train bâtard qui venait jusqu'ici lorsque la ligne de chemin de fer de Jaffa à Jérusalem a été construite. Il s'agit d'un train d'Israël, dont tous les travailleurs sont des Juifs et qui sert de rempart économique et stratégique à notre indépendance et notre liberté. La vallée, la plaine et la montagne qu'il traverse ont été conquises et libérées par l'armée d'Israël. Les deux extrémités du chemin font partie de l'Etat d'Israël.

"Je crois que le train accomplira la mission qui lui incombe de rendre à Jérusalem son importance économique et de renforcer le lien historique et politique entre le peuple juif et sa capitale éternelle et rendra la couronne à son ancienne gloire."

Le "Palestine Post" du 8 août rapportait également la déclaration suivante de M. Ben Gurion:

"..... En descendant du train hier, le Premier Ministre, M. Ben Gurion, commença son discours en disant: "Monsieur le Maire de Tel-Aviv.....". Après une pause suivie par une vague de rire venue de la foule, M. Ben Gurion se reprit en ajoutant "ce qui se trouve à présent à Tel Aviv sera bientôt à Jérusalem".

M. Benoist souhaite alors présenter les vues de sa délégation sur la déclaration qu'aurait faite M. Ben Gurion.

La Résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies du 11 décembre 1948 a déclaré que la région de Jérusalem, en raison des liens qu'elle a avec les religions chrétienne, juive et musulmane, devrait jouir d'un traitement particulier et distinct de celui des autres régions de Paléστine. En conséquence, selon les termes de cette Résolution, la Commission de Conciliation, représentée par le Comité de Jérusalem, s'efforce en ce moment d'établir un projet de proposition concernant un régime international pour la Cité sainte, acceptable pour les Juifs, les Arabes et les Chrétiens ainsi que pour l'Etat d'Israël, les Etats arabes et les autres Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Le moins que l'on puisse dire, en toute impartialité, des déclarations qui, d'après le "Palestine Post" auraient été faites par l'Etat d'Israël, c'est qu'elles ne sont pas de nature à faciliter les travaux du Comité de Jérusalem. La délégation française serait naturellement heureuse de disposer du texte exact des déclarations faites par M. Ben Gurion, afin de pouvoir réfuter les commentaires tendencieux auxquels elles ont donné lieu.

M. Benoist ajoute qu'il espère que la teneur des discours qui seront certainement prononcés à Jérusalem, le mercredi suivant, au cours des cérémonies destinées à marquer le transfert des cendres de Théodore Herzl, fondateur du Zionisme, pour qui ses compatriotes et lui-même ont toujours éprouvé le plus grand respect, n'accroîtront pas les difficultés auxquelles le Comité doit déjà faire face.

M. BARCO partage les vues exprimées par les autres membres du Comité, suivant lesquelles tout ce qui pourrait gêner les travaux du Comité devrait être évité par les parties intéressées. Il espère que les raisons qui ont provoqué la présente séance ne porteront pas préjudice aux travaux du Comité et qu'en outre il ne se produira pas d'autres incidents de cette sorte.

M. ARAZI demande au Président de nouveaux éclaircissements sur les objections soulevées en ce qui concerne le transfert de certains services gouvernementaux israéliens à Jérusalem.

Le PRÉSIDENT rappelle pour expliquer ces objections que des lettres ont été échangées sur le sujet du transfert de services gouvernementaux à Jérusalem, entre la Commission de Conciliation et l'Etat d'Israël, au moment où la Commission se réunissait à Beyrouth et que la Commission avait maintenu

qu'elle considérait cette procédure comme incompatible avec l'article 8 de la Résolution de l'Assemblée générale qui demande un statut spécial pour Jérusalem.

L'information du "Palestine Post" du 3 août semblerait indiquer un transfert systématique des services gouvernementaux de Tel-Aviv à Jérusalem. Le Comité est donc très désireux de recevoir l'assurance que la capitale n'est pas en fait transférée au moment même où le Comité s'efforce d'établir des propositions concernant un régime international pour la région de Jérusalem.

M. ARAZI, dans sa réponse, dit que le transfert de ces services gouvernementaux ne révèle aucune évolution de la situation, et s'inscrit simplement dans le retour normal de certains services qui avaient toujours eu leurs archives à Jérusalem et qui avaient toujours été abrités dans certains bâtiments qui s'y trouvent. Au moment où le régime du Mandat a été aboli, certains services, ont été transférés temporairement à Tel-Aviv, mais étant donné que leurs publications paraissent à Jérusalem, qu'en outre une crise de logement sévit à Tel-Aviv et que de nombreux fonctionnaires ont leurs foyers à Jérusalem, il est tout à fait normal que l'on ait procédé à un tel retour.

Le PRESIDENT note avec satisfaction l'explication fournie par le représentant d'Israël et demande, expressément, si l'on peut considérer que les remarques de M. Arazi constituent la négation d'un déplacement systématique des services gouvernementaux vers Jérusalem, dans le but d'en faire la capitale.

M. ARAZI confirme cette opinion. Il informe en outre le Comité que l'information publiée dans le "Palestine Post" du 8 août, contient bien le texte complet officiel du discours prononcé par le Premier Ministre d'Israël. Il serait heureux que le représentant français apporte certains éclaircissements en ce qui concerne la partie du discours de M. Ben Gurion qui a donné lieu à des commentaires défavorables.

M. BENOIST signale, dans sa réponse, que la déclaration suivant laquelle le chemin de fer rattache toutes les parties du pays à "la capitale du territoire" bien que, naturellement on puisse entendre qu'il s'agit de Tel-Aviv, semblerait indiquer que Jérusalem est encore considérée, moralement, comme la capitale du pays. Si M. Ben Gurion parle de Jérusalem comme d'une partie intégrante d'Israël, le représentant ne comprend pas comment on peut considérer ce point de vue comme

compatible avec la Résolution de l'Assemblée générale qui prévoit un régime distinct pour la région de Jérusalem.

Il souhaite insister fortement sur le fait que, puisque le Comité s'efforce d'établir des propositions qui seraient acceptables pour les Juifs, les Arabes et les Chrétiens, il est essentiel que les travaux se poursuivent dans une atmosphère moralement favorable. En conséquence, il lui semble que, bien qu'il soit tout naturellement normal que le Premier Ministre félicite les forces israéliennes qui ont vraiment combattu avec le plus grand courage, il est très regrettable qu'une expression telle que "avec leurs généraux chrétiens" ait été utilisée et que l'on ait établi une comparaison avec les Nazis et fascistes païens. Quant à la déclaration suivant laquelle le monde chrétien n'a pas levé le doigt pour sauver Jérusalem, il souhaite rappeler que trois ou quatre officiers français sont morts du fait des terroristes arabes ou juifs, sans compter des fonctionnaires des Nations Unies qui sont morts dans l'accomplissement de leur devoir. Il souhaite particulièrement attirer l'attention sur ce qu'il considère comme une remarque très importante, à savoir que les deux extrémités du chemin font partie de l'Etat d'Israël. Il estime qu'une telle opinion est difficilement conciliable avec toute proposition concernant un régime international pour Jérusalem.

M. Benoist accepte l'explication du représentant d'Israël sur le transfert de certains services gouvernementaux. Quant à la déclaration qu'aurait faite M. Ben Gurion selon laquelle ce qui se trouve à Tel-Aviv sera bientôt à Jérusalem, il fait remarquer que ce serait suivre une voie très illogique que de transporter à Jérusalem tout ce qui se trouve à Tel-Aviv.

M. ARAZI, répondant aux divers points soulevés par le représentant de la France, dit tout d'abord que lorsque M. Ben Gurion a appliqué à Jérusalem l'expression "capitale du territoire" elle avait le même sens que les expressions "capitale éternelle" et la "couronne", dans le sens biblique.

En ce qui concerne l'expression "avec leurs généraux chrétiens", visant Glubb Pacha et d'autres, qui commandent la Légion Arabe, il explique que le Premier Ministre, en s'adressant à la foule, a certainement décidé qu'il serait préférable de ne pas mentionner ces officiers nommément en une occasion si glorieuse et n'a employé cette expression que pour se bien faire comprendre de ses auditeurs. Il peut assurer le Comité, toutefois, que l'orateur a nullement eu l'intention de rattacher le monde

chrétien dans son ensemble aux ennemis d'Israël.

Il pense, toutefois, que la comparaison avec les Nazis et les Fascistes païens se justifie dans une certaine mesure puisqu'au cours des récentes hostilités, on a essayé d'effectuer par l'artillerie une destruction générale de Jérusalem tandis qu'au cours de la dernière guerre même les Nazis n'ont bombardé ni Jérusalem ni Rome.

Se référant à la déclaration de M. Ben Gurion selon laquelle le monde chrétien n'a pas levé le doigt pour sauver Jérusalem, il dit que, bien que son Gouvernement déplore profondément la mort des officiers français et des fonctionnaires, il souhaite faire remarquer que ces événements déplorables ont eu lieu pour la plupart en d'autres endroits de la Palestine. Lorsqu'on a essayé d'effectuer une destruction générale de Jérusalem, les Juifs de Jérusalem sont restés seuls à défendre la Cité. Le monde chrétien n'a apporté aucune aide. La Haganah seule et, plus tard, l'armée israélienne ont, par leur courage, sauvé Jérusalem.

Quant à la déclaration que M. Ben Gurion aurait faite selon laquelle ce qui se trouve à Tel-Aviv sera bientôt à Jérusalem, il insiste sur le fait que cette remarque a été provoquée par un simple lapsus linguae. Aucune importance excessive ne doit être attachée aux informations de cette nature qui paraissent dans la presse. Si l'on prenait ces déclarations gravement, à la lettre, il conviendrait de s'inquiéter des informations relatives à des visites faites à Jérusalem par le Roi Abdullah et par certains généraux britanniques.

En ce qui concerne la déclaration selon laquelle les deux extrémités du chemin font partie de l'Etat d'Israël, il explique que la gare de chemin de fer de Jérusalem appartient bien à l'Etat d'Israël et que son personnel est juif. En outre, la zone juive de Jérusalem est bien considérée comme une partie de l'Etat juif.

En réponse à une demande de M. Benoist sur la question de savoir si une telle opinion est compatible avec un régime international pour l'ensemble de la région de Jérusalem, M. LIFSHITZ dit qu'il croit possible que la partie juive de la région de Jérusalem se trouve sous la juridiction israélienne et fasse cependant partie d'une zone internationalisée.

M. BENOIST remercie la délégation israélienne de ses explications qu'il soumettra à son Gouvernement.